



## **Promesses, mensonges ou vrais changements ?**

Depuis le début de la crise sanitaire, pas une journée ne se passe sans que les fonctionnaires et agents publics soient félicités, célébrés et remerciés pour leur dévouement, leur implication et leur sens de l'intérêt général.

Du président de la république dans les médias à nos concitoyens-usagers à 20h sur leurs balcons, le soutien est unanime.

Le Président de la République a même annoncé le 12 mars 2020 :

*« il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde ... » « ...C'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux... ». « Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai. »*

Comment comprendre alors que pour le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, rien ne doit changer ? Comment comprendre que sa seule réponse à la crise, c'est de poursuivre la casse du service public avec l'application de la Loi de Transformation de la Fonction publique à laquelle on peut ajouter la continuité de la réforme territoriale et le plan « ma santé 2022 » ?

Pour FO Fonction publique, il est inenvisageable de reprendre les mêmes politiques publiques axées sur la réduction de la dépense. Qui a oublié le manque de moyens (masques, gel, dépistages, etc.) ? Qui a oublié les problèmes d'effectifs ? Qui a oublié le manque de structures, de lits dans les hôpitaux ?

Qui a oublié que le salaire des fonctionnaires démarre au-dessous du SMIC depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ?

Force Ouvrière en appelle au Premier Ministre pour reprendre en mains l'avenir de la Fonction publique et de ses agents.

Nous demandons la relance d'un débat de fond sur les missions de service public et l'attractivité de la Fonction publique ce qui passe par des augmentations générales de salaire, une carrière attractive et des conditions de travail améliorées.

Pour mener cela à bien, il faut un vrai ministère de la Fonction publique et non un Secrétariat d'Etat rattaché aux comptes publics dont le seul objet est la mise en œuvre d'une politique d'austérité.

Pour FO Fonction publique, le Premier Ministre doit aujourd'hui prendre une position très claire sur l'avenir de la Fonction publique et ses personnels.

Plus que jamais, il faut passer de la parole aux actes !

Paris, le 15 mai 2020